



PREFET DE L'HERAULT

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## Recueil spécial n°53 du 11 avril 2019

### **Direction des sécurités**

Arrêté n°2019-01-343 du 11 avril 2019, constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion de manifestations sur la voie publique

Arrêté n°2019-01-344 du 11 avril 2019, portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 13 et 14 avril 2019

Arrêté n°2019-01-345 du 11 avril 2019, portant autorisation des agents agréés du service interne de la sécurité SNCF à procéder à des palpations de sécurité pour la journée du 13 avril 2019

Arrêté n°2019-01-346 du 11 avril 2019, portant restriction d'achat, vente et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault, ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées des 13 et 14 avril 2019

### **Direction départementale des finances publiques de l'Hérault**

Procuration sous-seing privé – décision de l'administrateur général des finances publiques en date du 10 avril 2019, désignant les mandataires, dans les limites indiquées, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019



PREFET DE L'HERAULT

**Préfecture**  
**CABINET**  
**Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/ ~~34~~3  
constatant des circonstances particulières liées à l'existence  
de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion  
de manifestations revendicatives sur la voie publique

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture automne 2018 / printemps 2019 pour la période comprise entre le 21 octobre 2018 et le 06 mai 2019 ;

**VU** les demandes formulées par les Galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial d'Auchan de Béziers, le Polygone de Béziers, ainsi que le Polygone de Montpellier et du centre commercial et pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, du magasin Apple et du Géant Casino en date du 10 avril 2019 ;

**CONSIDERANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les centres commerciaux constituent une cible particulièrement vulnérable ;

**CONSIDERANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dits des « gilets jaunes » ;

**CONSIDERANT** que des appels ont été lancés dans le contexte des mouvements dit des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que les communes de Montpellier et de Béziers sont notamment visées comme cibles ;

**CONSIDERANT** que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales, des établissements bancaires et des abribus ont été pris pour cible le samedi 2 mars 2019 à Montpellier ;

**CONSIDERANT** que lors de précédents week-ends, les manifestants « gilets jaunes » ont investi les gares SNCF de Béziers et de Montpellier et occupés les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDERANT** que les dispositifs mis en place dans les centres-villes de Montpellier et de Béziers ont permis lors du week-end précédent d'éviter des intrusions et débordements dans les gares et centres commerciaux desdites communes ;

**CONSIDERANT** que lors des précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et des dégradations de biens ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier, avec notamment la destruction de vitrines, l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDERANT** que lors des dernières manifestations, plusieurs groupes de personnes ont mené des actions violentes visant à dégrader un certain nombre de biens dans le centre-ville de Montpellier et à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre ;

**CONSIDERANT** que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre, d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise et d'utiliser des pavés, pierres de parement et des billes d'acier sur leur passage ;

**CONSIDERANT** que lors de la manifestation du samedi 2 mars 2019, les rues du centre-ville de Montpellier ont été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ;

**CONSIDERANT** que dans l'après-midi du 2 mars 2019 dans les rues du centre-ville de Montpellier et notamment en fin d'après-midi, aux abords de la Préfecture, des engins pyrotechniques, des cocktails Molotov et de nombreux projectiles divers (œufs, vis, boulons) ont été utilisés par les manifestants ; que des matelas, des palettes, des containers à ordures ont été laissés sur la voie publique faisant office de combustible par les manifestants ;

**CONSIDERANT** que le 23 mars dernier, une montée en puissance des violences a été constatée au fil de la manifestation avec l'incendie d'une voiture, la destruction d'abribus et des établissements bancaires pris pour cible ;

**CONSIDERANT** que le 23 mars dernier, les casseurs n'ont pas hésité à utiliser des cocktails molotov à l'encontre des forces de l'ordre ;

**CONSIDERANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion des prochaines manifestations ;

**CONSIDERANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDERANT** que dans ce contexte national et local, le maintien du bon ordre, de la salubrité publique, de la sécurité publique, et de la tranquillité publique ne peut être assuré que par des mesures particulières de contrôle des personnes aux entrées et dans les parkings des centres commerciaux pour les journées du samedi 13 avril 2019 et du dimanche 14 avril 2019 ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que les entrées des Galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial d'Auchan de Béziers, le Polygone de Béziers, les entrées et le parking du Polygone de Montpellier, ainsi que du pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, du magasin Apple et du Géant Casino fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité les samedi 13 avril 2019 et dimanche 14 avril 2019 ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les circonstances particulières susvisées justifient :

pour la journée du samedi 13 avril 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :

- pour le passage du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures .

- pour l'accès aux boutiques du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
- pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au magasin Apple (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au magasin Darty (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour le polygone de Béziers de 10 heures à 20 heures ;
- pour les galeries Lafayette de Béziers de 9 heures 30 à 19 heures 30 ;
- pour le centre commercial d'Auchan de Béziers de 8 heures 30 à 21 heures 30 ;

pour la journée du dimanche 14 avril 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :

- pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 13 heures ;
- le passage de la galerie du polygone de Montpellier de 7 heures à 21 heures ;
- pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 13 heures ;
- pour le polygone de Béziers de 8 heures 30 à 2 heures ;

**Article 2 :** Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations.

**Article 3 :** M. Le Directeur de Cabinet de la préfecture de l'Hérault, M. le Sous-préfet de Béziers, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier le 1<sup>er</sup> AVR. 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet  
  
Mahamadou DIARRA

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.





PREFET DE L'HERAULT

## **Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/344

portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 13 et 14 avril 2019

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 613-2, R 613-6 et R 613-7 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté du préfet de l'Hérault en date du 11 avril 2019 constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion des manifestations revendicatives sur la voie publique ;

**VU** les demandes présentées par les polygones de Montpellier et de Béziers, les galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial Auchan de Béziers, et le centre commercial Odysseum et les boutiques Darty (Odysseum) Apple (Odysseum) et le Géant Casino (Odysseum) en date du 10 avril 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le personnel déclaré par lesdites entreprises remplit les conditions imposées par la réglementation,

### **Arrête :**

Article 1<sup>er</sup> : Sont agréés en vue de procéder à des missions de palpation de sécurité :

- à l'occasion des journées du samedi 13 avril 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 14 avril 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial Odysseum de Montpellier :

PIOCH Jesse n° CAR-034-2019-04-01-20140014708

ANDRE Vincent n°CAR-034-2022-08-16-20170289826

TUDELA William n°CAR-034-2022-01-11-20170298601

CURABET Gregory n°CAR-034-2019-10-08-20140073925

DEGOUTHO Yanis n°CAR-034-2019-10-05-20140021835

PINEAU Florian n° CAR-034-2022-06-13-20170598008

HASSEN Ahmed n° CAR-034-2023-09-25-20180341891

SOLER Aurélien n° CAR-066-2023-04-18-20180630777

TROUILLET Laurent n° CAR-034-2021-05-18-20160523022

FERRER Alexandre n° CAR-034-2020-06-22-20150479359

JUILLARD Arnaud n° CAR-034-2023-10-24-20180329282

VILCOT Ludovic n° CAR-030-2019-12-30-20140107222  
MESTRIAUX David n° CAR-034-2019-09-04-20140382700  
SEMBLAT Christian n° CAR-030-2020-09-17-20150165589  
RUIZ Justin n° CAR-034-2022-01-30-20170248611  
MOLARD Laurent n° CAR-030-2020-02-27-20150171467  
CLEMENTE Diego n° CAR-030-2023-01-22-20180144982  
AINOZA Louis Philippe n° CAR-034-2019-07-01-20140015019  
HEFDAZZAH Nouridine n° PRO-000-2022-06-21-20170269833  
LIBERCIER Eric n° CAR-034-2022-07-20-20170278600  
DELCOURT Thomas n° CAR-034-2023-01-05-20170297360  
ABSYTE Brice n° CAR-034-2023-09-19-20180329499  
DUBOIS Remi n° CAR-034-2020-05-29-20150463575  
FULRAD Amedien n° CAR-034-2021-07-05-20160537732  
GERVAIS Julien n° CAR-034-2023-10-04-20180014883  
JACQUES Julien n° CAR-030-2021-08-10-20160522970  
LECART Chrystel n° CAR-034-2019-11-02-20140071962  
MARAND Bruno n° CAR-034-2019-04-03-20140022919  
MARCO Stephane n° CAR-034-2021-11-15-20160248588  
MASSIN Guillaume n° CAR-039-2022-03-15-20170563666  
MATHIEU Maxime n° CAR-034-2020-02-25-20150312916  
PUJOL Victor n° CAR-034-2022-11-13-20170497426  
ROSSIGNEUX Gregory n° CAR-034-2023-11-27-20180035364  
SPITALIERI Loic n° CAR-034-2020-01-07-20140121682  
TEISSIER Pierrick n° CAR-034-2019-09-23-20140100862

- à l'occasion des journées du samedi 13 avril 2019 de 8 heures 30 à 22 heures pour l'accès à la boutique APPLE (Odysseum) :

BENFERHAT Lahcène n° CAR-034-2021-11-03-20160245093  
SIOUANE Mohamed n° CAR-034-2023-10-02-20180302653

- à l'occasion de la journée du samedi 13 avril 2019 de 8 heures 30 à 22 heures pour l'accès au magasin DARTY (Odysseum) :

FAHCHOUCH Farid n° CAR-0342115-12-14-2016-0494509

- à l'occasion des journées du samedi 13 avril 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 14 avril 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour l'accès au GEANT CASINO (Odysseum) :

BALESTER Jacques, n° CAR-034-2019-09-17-20140088431  
BEQ Clément, n° CAR-034-2022-01-19-20170571105  
CHARENTE Joël, n° CAR-034-2019-09-18-20140081040  
BLAT Vincent, n° CAR-034-2019-11-24-20140409163

BOUROUF Marvin, n° CAR-034-2023-09-11-20180628279  
DOS SANTOS Pierre, n° CAR-075-2020-05-27-20150475571  
FERNANDEZ François, n° CAR-083-2021-11-04-20160197893  
RECEVEUR Frédéric, n° CAR-034-2019-09-18-20140376846  
LIOURE Jordan, n° CAR-034-2020-07-09-20150478465  
PETRAULT Jean-Yves, n° CAR-030-2022-03-02-20170581109  
TABTEN Chérif, n° CAR-034-2020-08-10-20150436170  
GERAULD Stéphane, n° CAR-034-2116-06-19-20170609407

- à l'occasion de la journée du samedi 13 avril 2019 de 7 heures à 22 heures et du dimanche 14 avril 2019 de 7 heures à 21 heures pour le passage de la galerie du polygone de Montpellier :

BULUT Eda n° CAR-034-2022-11-13-20170596282  
DAHO Bouabdellah n° CAR-034-2022-06-01-20170586693  
DJIBO Ousmane n° CAR- 034- 2020-07-21- 20150398674  
KARI Azzedine n° CAR - 034- 2023-10-30-20180659753  
OUCIF Saïd n° CAR - 034-2020-02-12-20150098851

- à l'occasion de la journée du samedi 13 avril 2019 de 09 heures 30 à 19 heures 30 pour les galeries Lafayette de Béziers :

BRUHIER Geoffroy, n° 018158  
LANET Fabrice, n° CAR 034-2019-01-21-20-140319353  
AMAR Ouchiha, n° CAR SO1 2017-03-30-F00037184

- à l'occasion de la journée du samedi 13 avril 2019 de 08 heures 30 à 21 heures 30 pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial AUCHAN de Béziers :

MARTOR Michaël, n° CAR-034-2019-05-27-20140072087  
DURANTI Franck, n° CAR-034-2019-05-27-20140072161  
BLIND Laurent, n° CAR-034-2019-05-27-20140086479  
BEN KHALED, Mohamed n° CAR-034-2019-05-27-20140072183  
BONET Jean-Michel n° CAR-034- 2019-05-29-20140072176  
GALIANA Christian n° CAR - 034- 2019-05-27-20140072135  
VIAL Eric, n° CAR-034-2019-05-27-20140072017  
BOUILS Jean, n° CAR-034-2019-05-29-20140072174  
MOUHRA Mohamed, n° CAR-034-2019-07-20-20140070268  
ESPENEL Morgan n° CAR- 034 -2020-12-23-20150072148  
SLIMANE Sofiane n° CAR -034-2019-04-17-20140298648  
MARTINEZ Nicolas n° CAR-034-2019-03-20-20140047427  
GILABERT Axel, n° CAR-034-2019-11-09-20140116206

VALENTI Mickaël, n° CAR-034-2021-07-20-20160278613  
TETON Thierry, n° CAR-034-2019-02-13-20140036122  
DOSSO Vakaramoko, n° CAR-034-2023-05-25-20180302720  
GONZALEZ Frédéric, n° CAR-034-2021-10-07-20160039407  
BAYLE William, n° CAR-034-2023-04-03-20180293497  
CARRACO Julien, n° CAR-034-2022-05-31-20170588580  
CRUZ Lucas, n° CAR-034-2020-08-31-20150060616

- à l'occasion des journées du samedi 13 avril 2019 de 10 heures à 20 heures et du dimanche 14 avril 2019 de 8 heures 30 à 2 heures pour le centre commercial Polygone de Béziers :

DEKYDSPOTTER Steeve, n° CAR-034-2019-08-19-20140091148  
MASNATA Patrice, n° CAR-034-2018-12-15-20130012828  
FABRE Gérard, n° CAR-034-2019-08-28-20140086083  
STEPHEN Olivier, n° CAR-034-2019-07-22-20140046768  
LECLEACH Cédric, n° CAR-034-2020-05-29-20150161074  
BACOT Mathieu, n° CAR-034-2020-01-21-20150152111  
FOTSING Fongang Jules, n° CAR-034-2020-02-02-20150094769  
MARTINEZ Christophe, n° CAR-034-2020-03-25-20150163173  
ANDOQUE Arnaud, n° CAR-034-2021-11-17-20160553659  
De BATTISTA Fabrice, n° CAR-034-2020-02-13-20150152676  
FOUILHE Benjamin, n° CAR-034-2023-06-25-20180645743  
GRANATO Anthony, n° CAR-034-2022-01-13-20170272094  
GREGOIRE Sebastien, n° CAR-034-2022-10-03-20170589079  
HERNANDEZ Olivier, n° CAR-034-2020-09-23-20150205312  
HIS Didier, n° CAR-034-2022-07-12-20170540655  
KAHLAOUI Imad, n° CAR-034-2021-02-19-20160226946  
LIROLA Julien, n° CAR-034-2021-03-17-20160533545  
LOLLIA Jean-Raymond, n° CAR-034-2020-02-03-20150043093  
MAHOUE Junior, n° CAR-034-2019-10-02-20140097030  
MERLE Daniel, n° CAR-034-2023-10-23-20180022550  
NACU Serguei, n° CAR-034-2021-04-18-20156019824  
ROCHE Alicia, n° CAR-034-2020-10-05-20150489875  
ROUCAYROL David, n° CAR-034-2021-10-12-20160240551  
TOUYAROU Eric, n° CAR-034-2021-07-27-20160189661  
BAUDIN Marie-helene, n° CAR-034-2021-09-05-20160339346

BAUDIN Jean-Jacques , n° CAR-034.2020-09-16-20150396624  
CLOQUELLE Pauline, n° CAR-034-2023-02-08-20180615107  
FERRAG Hakim, n° CAR-095-2020-04-17-20150461837  
FRECHIN Ludovic, n° CAR-070-2023-04-10-201806030926  
GALIBERT Jonathan, n° CAR-034-2022-05-05-20170591571  
MERESSE Joël, n° CAR 059-2020-09-28-20150201247  
OUGIER Quentin, n° CAR-034-2022-01-31-20170475278  
RONDEL Pascal, n° CAR-034-2023-08-24-20180058792

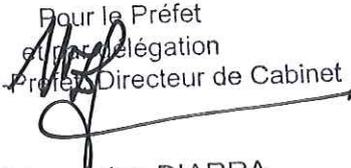
Article 2 : Les missions de palpation de sécurité sont exercées dans le seul cadre d'un arrêté constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique tel que mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure.

Article 3 : La palpation doit être effectuée par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet, et avec le consentement exprès de celle-ci.

Article 4 : Les agréments mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté deviennent caduques lorsque les agents cessent leurs fonctions au sein du service interne de sécurité.

Article 5 : Le directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, M. le sous-préfet de Béziers, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont un exemplaire sera adressé au Procureur de la République et notifié aux polygones de Montpellier et de Béziers, aux galeries Lafayette de Béziers, au centre commercial Auchan de Béziers, au centre commercial Odysseum de Montpellier, et aux boutiques Darty, Apple et Géant Casino d'Odysseum.

Fait à Montpellier, le 11 AVR. 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet  
  
Mahamadou DIARRA

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.





PREFET DE L'HERAULT

**Arrêté préfectoral n° 2019/01/ 345**  
**portant autorisation des agents agréés du service interne de la**  
**sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité**  
**pour la journée du samedi 13 avril 2019**

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le code des transports, notamment son article L.2251-1 et L.2251-9 ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture automne 2018 / printemps 2019 pour la période comprise entre le 21 octobre 2018 et le 06 mai 2019 ;

VU le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son article 7-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté modificatif portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, en application de l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 ;

VU la demande du 8 avril 2019 formulée par la SNCF sollicitant la mission de procéder à des mesures de palpation par des agents de leur service interne pour la journée du samedi 13 avril 2019 de 8 heures à 00 heure ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés par l'arrêté pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 mentionné ci-dessus peuvent procéder à des mesures de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, dans les gares, dans les limites de la durée et du lieu déterminé par ledit arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les gares constituent une cible des terroristes et un des lieux privilégiés de risque d'attentat ;

**CONSIDERANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dits des « gilets jaunes » ;

**CONSIDERANT** qu'un appel à la mobilisation du mouvement des gilets jaunes a été lancé via les réseaux sociaux pour la journée du samedi 13 avril 2019 ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que les communes de Montpellier et de Béziers sont notamment visées comme cibles ;

**CONSIDERANT** que lors de précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier et notamment dans le quartier de la gare Saint Roch de Montpellier et de la gare de Béziers avec notamment l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDERANT** que le mouvement des gilets jaunes a démontré les samedi 5 et 19 janvier 2019 sa volonté de prendre les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers comme cibles ;

**CONSIDERANT** que lors de la journée du 19 janvier 2019, des manifestants « gilets jaunes » ont investi la gare SNCF de Béziers et occupé les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDERANT** que lors de la manifestation du samedi 2 mars 2019, les rues du centre-ville de Montpellier ont été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ;

**CONSIDERANT** que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales, des établissements bancaires, des abris-bus ont été pris pour cible le samedi 2 mars 2019 à Montpellier ;

**CONSIDERANT** que dans l'après-midi du 2 mars 2019 dans les rues du centre-ville de Montpellier et notamment en fin d'après-midi, aux abords de la Préfecture, des engins pyrotechniques, des cocktails Molotov et de nombreux projectiles divers (œufs, vis, boulons) ont été utilisé par les manifestants ; que des matelas, des palettes, des containers à ordures ont été laissés sur la voie publique faisant office de combustible par les manifestants ;

**CONSIDERANT** que le 23 mars dernier, une montée en puissance des violences a été constatée au fil de la manifestation avec l'incendie d'une voiture, la destruction d'abribus et des établissements bancaires pris pour cible ;

**CONSIDERANT** que le 23 mars dernier, les casseurs n'ont pas hésité à utiliser des cocktails molotov à l'encontre des forces de l'ordre ;

**CONSIDERANT** que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes de s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre et d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise ;

**CONSIDERANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion de la prochaine manifestation du samedi 13 avril 2019 dans le centre-ville de Montpellier et de Béziers ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de penser que les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers seront à nouveau prises pour cible lors de la journée du samedi 13 avril 2019 ;

**CONSIDERANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDERANT** que ces circonstances particulières justifient la mise en œuvre de mesures de contrôle renforcées avec notamment la possibilité de faire procéder par des agents du service interne de sûreté de la SNCF agréés par arrêté du préfet de police des Bouches-du-Rhône à des mesures de palpation de sécurité au sein d la gare de Montpellier ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que la gare de Montpellier Saint-Roch et la gare de Béziers fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité le samedi 13 avril 2019 ;

Arrête :

Article 1<sup>er</sup> : Les circonstances particulières susvisées justifient pour la journée du samedi 13 avril 2019 de 8 heures à 00 heure, le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure dans les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers ;

Article 2 : les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des agents du service interne de sécurité de la SNCF, agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié, relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet de la préfecture de l'Hérault, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le **↑ 1 AVR. 2019**

Pour le Préfet  
en Délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet  
  
Mahamadou DIARRA

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé soit devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



**Préfecture**

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DES PREVENTIONS ET DES  
POLICES ADMINISTRATIVES

**Arrêté n° 2019 – 01 - 346 portant restriction d'achat, vente, et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées du 13 et 14 avril 2019**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieur ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Considérant** les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée ou détournée d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**Considérant** que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre publics provoqués par l'emploi des consommables susvisés sont particulièrement importants à l'occasion de manifestations revendicatives sur la voie publique ;

**Considérant** les incendies volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion des précédentes manifestations liées au « mouvement des gilets jaunes » et « lycéen » ;

**Considérant** que le transport et la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique engendrent des attroupements de personnes, des désordres importants, des rixes et des dégradations ; que le comportement agressif des personnes en état d'ébriété porte au demeurant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et oblige les services d'ordre à intervenir pour régler les situations conflictuelles ;

**Considérant** que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publics ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de distribution d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques ;

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de l'Hérault.

## A R R E T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup>:

L'achat, la vente, et le transport d'acide, d'artifices de divertissement, de carburant en jerrican, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques est interdit sur l'ensemble du département de l'Hérault du vendredi 12 avril 22h au lundi 15 avril à 7h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'utilisation des consommables susvisés.

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

### ARTICLE 2:

Le transport, la détention et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique sont interdits.

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux : auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### ARTICLE 4 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs des consommables susvisés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 11 AVR. 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet,



Mahamadou DIARRA

Montpellier, le 10 avril 2019

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'HÉRAULT

CS 17788

334 ALLÉE HENRY II DE MONTMORENCY

34954 MONTPELLIER CEDEX 2

## PROCURATION SOUS SEING PRIVE

Je soussigné **Samuel BARREAU** administrateur général des finances publiques, nommé par décret du 22 décembre 2016 Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault, déclare constituer pour mandataires les personnes désignées ci-après dans les limites indiquées et ce à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, sauf dispositions contraires.

### I - DELEGATIONS GENERALES

M. André PIERRE, administrateur général des finances publiques, directeur ressources,

M. Alain CITRON, administrateur général des finances publiques, directeur métiers,

M. Pierre CARRE, administrateur des finances publiques, responsable du pôle contrôle, recouvrement et contentieux,

Mme Bernadette RABIAU, administratrice des finances publiques, responsable du pôle animation du réseau,

Mme Christine MAGNAVAL, administratrice des finances publiques, responsable du pôle Etat - expertise,

M. Eric ESTEVE, administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pôle ressources humaines-BIL,

M. Jean-François BLAZY, administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pôle pilotage,

reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

M. André PIERRE et M. Eric ESTEVE, pour ce qui les concerne, sont toutefois exclus du champ de la présente délégation pour tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 18 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012.

## II - DELEGATIONS SPECIALES AU TITRE DES MISSIONS RATTACHEES DIRECTEMENT AU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL

### •Mission départementale Risque/Audit et mission « Mutualisation /Allègements des Tâches/Irritants/Simplifications »

Une délégation spéciale est accordée à Mme Véronique LE GARREC, administratrice des finances publiques adjoint, responsable de la mission départementale risque/audit et en charge de la démarche « MATIS » (Mutualisation /Allègements des Tâches/Irritants/Simplifications). Cette délégation concerne tous les actes se rapportant aux opérations d'audit, à la mission "MATIS" et à la maîtrise des risques, y compris la validation du PDCI (Plan Départemental de Contrôle Interne) dans l'application AGIR (Application de Gestion Interne des Risques).

En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à M. Cyrille GOULARD, inspecteur principal, adjoint de la responsable de la mission départementale risque/audit.

#### Mise en œuvre du processus d'audit :

Une délégation spéciale concernant la mise en œuvre du processus audit est accordée à Serge BONIJOL, Andrée ANTONI, Cyrille GOULARD, Marc PACCIANUS, inspecteurs principaux et à Hélène AUDEBAL, inspectrice. Cette délégation concerne notamment les actes suivants : signature des rapports d'audit, des lettres d'envoi des rapports, des relances en cas d'absence de réponses des audités.

#### Remises de service :

Une délégation spéciale concernant la signature des procès verbaux de remise de service est accordée à Serge BONIJOL, Andrée ANTONI, Cyrille GOULARD, Marc PACCIANUS, inspecteurs principaux et à Hélène AUDEBAL, inspectrice.

#### Maîtrise des risques :

Une délégation spéciale est accordée, en l'absence de Mme Véronique LE GARREC, à Mme Anne-Marie DUMAZET, inspectrice divisionnaire, pour signer la correspondance et les documents relatifs à la maîtrise des risques.

En leur absence, Mme Malka TOPOL, inspectrice, reçoit pouvoir de signer les correspondances et documents courants du service.

### •Centre de Prélèvement Services de Montpellier (CPS) :

Une délégation spéciale de signature au titre du CPS et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Elyette BOYER, inspectrice divisionnaire, responsable du CPS. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à M. Cédric MATHIS, inspecteur.

### III - DELEGATION SPECIALE AU TITRE DU POLE RESSOURCES

#### •Division des Ressources Humaines :

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des ressources humaines et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Véronique LEON-BLANCA, inspectrice divisionnaire des finances publiques responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à M. Laurent DI DIO, inspecteur des finances publiques, Mmes Sophie DENIAU, Brigitte ARNOULD et Régine CLANET, inspectrices des finances publiques.

Mme Véronique LEON-BLANCA reçoit en outre pouvoir de signer les contrats à durée déterminée correspondant à des besoins occasionnels, les contrats de vacataires, les autorisations de travail à temps partiel, les états de frais de déplacements, les états de frais de changement de résidence, les états de rémunérations des praticiens formateurs du centre de formation et les états de mouvements mensuels relatifs à la paye pour remise au service liaison rémunération.

En son absence, M. Laurent DI DIO, inspecteur, Mmes Sophie DENIAU, Brigitte ARNOULD et Régine CLANET, inspectrices des finances publiques, Mme Marie-France PETER et M. JACQUET Didier, contrôleurs, reçoivent pouvoir de signer les états de mouvements mensuels relatifs à la paye pour remise au service liaison rémunérations.

M. Laurent DI DIO, inspecteur, Mmes Sophie DENIAU, Brigitte ARNOULD et Régine CLANET, inspectrices, Mme Marie-France PETER, M. Patrick CARDON, Mme Nathalie FRAISSE, M. Frédéric DEGOT et M. JACQUET Didier, contrôleurs, reçoivent également pouvoir de signer les états de frais de déplacement.

Délégation spéciale est accordée à M. Patrice VAQUIER, inspecteur divisionnaire des finances publiques responsable du CSRH, à Mme Catherine BERTHET-POUYANNE, inspectrice des finances publiques, à Mme Béatrice BRECHET inspectrice des finances publiques, à l'effet de signer les actes afférents à la gestion administrative et à la préliquidation de la paye des agents du département.

#### •Division du Budget, de l'Immobilier et de la Logistique :

Une délégation spéciale de signature au titre de la division du budget, de l'immobilier et de la logistique et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mmes Catherine LEPETIT et Ghislaine CONDE, Inspectrices divisionnaires responsables de la division. Elles reçoivent également pouvoir de signer la certification du service fait sur toutes les factures relevant du service Logistique, ainsi que la délégation d'engager, d'affecter et de mandater les crédits délégués par la Direction générale des finances publiques.

En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés, à Mmes Marylise BLANC et Florence PAUZIER, inspectrices, ainsi qu'à M. Gabriel PROAL et Philippe HAUDRY, inspecteurs, pour ce qui relève des attributions qui leur sont confiées.

#### **IV - DELEGATION SPECIALE AU TITRE DU CSRH**

Une délégation spéciale de signature au titre du Centre de Service Ressources Humaines (CSRH) et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Patrice VAQUIER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du CSRH.

En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Mme Catherine BERTHET-POUYANNE, inspectrice des finances publiques, à Mme Béatrice BRECHET inspectrice des finances publiques.

#### **V - DELEGATION SPECIALE AU TITRE DU POLE PILOTAGE**

##### **•Division de la stratégie, du contrôle de gestion :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division de la stratégie, du contrôle de gestion est accordée à Mme Corinne REY, inspectrice divisionnaire des finances publiques, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Mme Isabelle MICHEL, inspectrice des finances publiques.

##### **•Division de la formation professionnelle :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division de la formation professionnelle et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Françoise MARTINEZ, inspectrice principale. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Ms. Jacques YVARS et Pierre LOUIS inspecteurs.

#### **VI - DELEGATION SPECIALE AU TITRE DU POLE ANIMATION DU RESEAU**

##### **•Division des particuliers :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des particuliers et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. Olivier CARITG administrateur des finances publiques adjoint. En son absence les mêmes pouvoirs sont conférés à son adjointe, Mme Ghislaine GEY, inspectrice divisionnaire.

##### **•Division des professionnels :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des professionnels et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. Didier LAPORTE inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à son adjointe Mme Céline FERRET, inspectrice des finances publiques.

##### **•Division des collectivités locales :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des collectivités locales et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. Stéphane ROQUART, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à M. Etienne LEBRUN, inspecteur divisionnaire des finances publiques .

Mme Fabienne CHATEAUNEUF et Mme Virginie VERON, inspectrices, reçoivent pouvoir de signer les comptes de gestion et tous documents relatifs aux affaires dont elles ont la charge.

Mme Patricia DESHAYES, Mme Cristina PEIRO, Mme Fabienne CHATEAUNEUF, Mme Maryse GNANADICOM, inspectrices et M. Yvan BARBE, inspecteur, reçoivent pouvoir de signer toutes notes relatives aux affaires dont ils ont la charge à l'exclusion de toutes autres pièces.

## VII - DELEGATION SPECIALE AU TITRE DU POLE CONTROLE, RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

### •Division du contrôle fiscal :

Une délégation spéciale de signature au titre de la division du contrôle fiscal, du contrôle de la redevance de l'audiovisuel, et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. Jean-Claude BOUDEGNA, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Mme Simone GUISSSET, inspectrice divisionnaire.

M. Philippe JEAN, inspecteur principal, me représentant auprès des instances judiciaires, reçoit délégation pour ce qui relève de sa qualité de représentant de la partie civile.

### •Division du recouvrement forcé tous produits:

Une délégation spéciale de signature au titre du recouvrement forcé et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. François FLORY administrateur des finances publiques adjoint. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Mme Muriel SAVAJOLS, inspectrice divisionnaire et M. Alain COUTOLLEAU, inspecteur divisionnaire.

### •Division des affaires juridiques :

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des affaires juridiques et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Caroline PILLIN, administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à Mmes Corinne SOUBEYRAN et Sophie SCHMIDER, inspectrices divisionnaires.

## VIII - DELEGATIONS SPECIALES AU TITRE DU POLE ETAT - EXPERTISE

### •Division du domaine – politique immobilière de l'État :

Une délégation spéciale de signature au titre du service du domaine est accordée au responsable de la division, M. Patrick REBOUL, administrateur des finances publiques adjoint. En son absence, les mêmes pouvoirs sont accordés à Mme Hanny HU, inspectrice principale et à M. Franck FOYER, inspecteur divisionnaire.

Une délégation spéciale est accordée à Mme Christine MAGNAVAL, administratrice des finances publiques, pour signer les différents courriers afférents aux attributions relevant de la mission politique immobilière de l'Etat.

**•Division de la dépense de l'Etat :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division de la dépense publique et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Candice SEGUIN, inspectrice principale, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à M. Jean-Louis DAUPEYROUX, inspecteur divisionnaire hors classe et à Mme Chantal SOUVERAIN, Inspectrice divisionnaire.

**•Division de la comptabilité et des opérations financières :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division de la comptabilité et des opérations financières et des affaires qui s'y rattachent est accordée à M. Hervé BOY, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à son adjointe Mme Bernadette CLAPPIER, inspectrice divisionnaire.

**Division des affaires économiques :**

Une délégation spéciale de signature au titre de la division des affaires économiques et des affaires qui s'y rattachent est accordée à Mme Delphine FERNANDEZ, administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division.

De plus Mme Delphine FERNANDEZ est désignée comme représentante du Directeur Départemental des Finances publiques auprès de la Commission des chefs des services financiers (CCSF) qu'elle présidera, en cas d'empêchement du Directeur départemental des Finances publiques, du directeur métiers ou de la responsable du pôle Etat-expertise.

S'agissant de la division des affaires économiques, une délégation spéciale de signature est accordée à M. Bruno BADAROUX , inspecteur des finances publiques et Mme Hélène REY, contrôleur principal des finances publiques, pour signer les documents courants et courriels dans le cadre de l'examen des dossiers soumis à la CCSF et au CODEFI.

**• Contrôle économique et financier des groupements d'intérêt public ( GIP)**

Une délégation spéciale de signature au titre du contrôle économique et financier des GIP en vertu du décret 55-733 du 26 mai 1955 est accordée à Mme Delphine FERNANDEZ.

En son absence, les mêmes pouvoirs sont accordés à M. Bruno BADAROUX.

## IX - AUTRES DELEGATIONS SPECIALES

### •Comptabilité de l'Etat

M Hervé BOY, administrateur des finances publiques adjoint, Mme Bernadette CLAPPIER, inspectrice divisionnaire, Mme Karine KUGELE, inspectrice, reçoivent pouvoir de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement.

M Hervé BOY, administrateur des finances publiques adjoint, Mme Bernadette CLAPPIER, inspectrice divisionnaire et Mme Karine KUGELE, inspectrice, reçoivent pouvoir de signer les ordres d'opérations sur le compte courant du Trésor à la Banque de France et sur le compte courant du Trésor à la Banque Postale, ainsi que les décisions de relevés de prescription sur les chèques Trésor.

Mme Karine KUGELE, inspectrice, responsable du service Comptabilité, reçoit pouvoir de signer, outre les documents courants et bordereaux d'envoi du service, les récépissés et reconnaissances de valeurs.

### •Dépôts et services financiers

M. Philippe FOUILLIT, inspecteur, responsable du service Dépôts et Services Financiers et chargé de Relations-clientèle Institutionnelle Dépôts de fonds au Trésor, reçoit pouvoir de signer les documents d'ouverture des comptes de dépôts de fonds et des comptes-titres ainsi que les avenants s'y rapportant, les récépissés et reconnaissances de dépôts de valeurs, les significations d'actes auprès de son service ainsi que les documents courants du service.

Mme Stéphanie LEMPEREUR, inspectrice, et M Philippe FOUILLIT, inspecteur, chargés de Relations-clientèle Institutionnelle Caisse des dépôts et consignations, reçoivent pouvoir pour signer tous actes et documents courants relatifs à leur mission.

En l'absence de M Philippe FOUILLIT, Mme Catherine HUMBLOT, contrôleur principale, et, en son absence, M Didier VIDAL contrôleur principal, reçoivent pouvoir de signer les documents courants du service.

### •Dépense :

M. Jean-Louis DAUPEYROUX, inspecteur divisionnaire hors classe, Mme Chantal SOUVERAIN, inspectrice divisionnaire, M. Olivier BUONGIORNO, M. Eric LATOUR, M. Gérard PRATO et M. Nicolas SYLVESTRE, inspecteurs, et Mme Annie GIROUSSE, contrôleur, reçoivent pouvoir de signer les notifications d'actes délivrées par les huissiers de justice.

M. Jean-Louis DAUPEYROUX, inspecteur divisionnaire hors classe, reçoit pouvoir de signer tous actes et documents relatifs à l'exécution des dépenses de l'État, y compris ceux relatifs aux rejets de paiements. En son absence, les mêmes pouvoirs sont conférés à son adjoint, M. Nicolas SYLVESTRE, inspecteur.

Les agents suivants reçoivent délégation pour saisir, contrôler et mettre en paiement les dépenses assignées sur la DDFIP, solliciter des services ordonnateurs la transmission de pièces ou d'informations nécessaires au contrôle de la dépense via les procédures d'échanges informatisées, et leur transmettre par les mêmes voies toute information utile à la mise en paiement des dépenses.

Mme	AMIELH	Catherine	Service Dépense/Facteurier
Mme	BERENGER	Isabelle	Service Dépense/Facteurier
Mme	CARIA	Dominique	Service Dépense/Facteurier
Mme	CAUSSE	Agnès	Service Dépense/Facteurier
Mme	CHATENAY	Gisele	Service Dépense/Facteurier
M.	CHAUVETON	Sébastien	Service Dépense/Facteurier
Mme	COUSIN	Fanny	Service Dépense/Facteurier
Mme	CROS	Michèle	Service Dépense/Facteurier
M.	DE CHAZERON	Richard	Service Dépense/Facteurier
M.	DEFFENAIN	Pascal	Service Dépense/Facteurier
Mme	DELGADO-GRISEL	Patricia	Service Dépense/Facteurier
Mme	FLEURY	Lydia	Service Dépense/Facteurier
Mme	GAMBLIN	Albane	Service Dépense/Facteurier
M	LACHAUD	Hubert	Service Dépense/Facteurier
M.	LARDEUX	Thierry	Service Dépense/Facteurier
Mme	LAVAURE	Dominique	Service Dépense/Facteurier
Mme	LE ROUX	Béatrice	Service Dépense/Facteurier
Mme	MACHEDA	Christine	Service Dépense/Facteurier
M.	MAILLOT	David	Service Dépense/Facteurier
Mme	MARCO	Michèle	Service Dépense/Facteurier
Mme	MARIUS LE PRINCE	Kathia	Service Dépense/Facteurier
M.	NOVIO	Eric	Service Dépense/Facteurier
Mme	PAVIA	julia	Service Dépense/Facteurier
Mme	PERALTA	Sonia	Service Dépense/Facteurier
M.	PIALOT	Guilhem	Service Dépense/Facteurier
Mme	RICARD	Myriam	Service Dépense/Facteurier
M.	RIGAUD	Didier	Service Dépense/Facteurier
Mme	ROUGIER	Cécile	Service Dépense/Facteurier
M.	ROUX	Benoit	Service Dépense/Facteurier
Mme	ROY-LARENTRY	Marie-Laure	Service Dépense/Facteurier
Mme	VUILLOT	Catherine	Service Dépense/Facteurier
Mme	ZICRY-MULLER	Christine	Service Dépense/Facteurier

Les agents de l'équipe départementale de renfort dont les noms suivent reçoivent délégation à l'occasion de leur affectation sur la division dépense, pour saisir, contrôler et mettre en paiement les dépenses assignées sur la DDFIP : Mme Bénédicte GAUTREAU, Mme Béatrice ROPARS, M. Thierry DELVAUX, Mme Catherine FERRAN, Mme Véronique RUNEL, Mme Véronique MONNIER.

**•Service Liaison Rémunérations :**

M. Olivier BUONGIORNO, inspecteur, responsable du service liaison-rémunération et Mme Jocelyne CAIRE, adjointe, contrôlease principale, reçoivent pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service.

En leur absence, Mmes Isabelle DOULAIN et Françoise VALERY, contrôleuses principales, Mme Véronique POURTALIE et M Sébastien ROTARDIER agents, reçoivent pouvoir de signer les certificats de cessation de paiement, les attestations de paiement ou de non-paiement du supplément familial de traitement et des prestations familiales, les accusés de réception des oppositions sur traitements et accusés de réception divers.

Mesdames Françoise CAUJOLLE et Catherine SANSA, contrôleuses, reçoivent délégation pour signer les certificats de cessation de paiement des personnels de l'enseignement privé de l'Éducation Nationale.

**•Centre de Gestion des Retraites :**

Mme Chantal SOUVERAIN, inspectrice divisionnaire, responsable du Centre de gestion des retraites de Montpellier, et M. Gérard PRATO, inspecteur, son adjoint, reçoivent pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service. En leur absence, Mme Annie GIROUSSE, contrôlease principale, reçoit pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service. En leur absence, M. Yann UGUEN, contrôleur principal, reçoit pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service.

Mme Valérie PUYOO HIALLE et M. Patrick SAWCZUK, contrôleurs, Mme Marie-Sylvie CADET et M. Flavio GOMES, agents, reçoivent pouvoir de signer les accusés de réception des oppositions et les courriers de demande de régularisation des rejets de virement.

Tous les agents du service peuvent procéder -avec dispense de signature- à l'envoi des courriers types validés CLIC ESI.

**•Service Comptabilité de la division dépense de l'État :**

M. Éric LATOUR inspecteur, responsable du service comptabilité division dépenses de l'État, reçoit pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service.

En son absence, Mmes Myriam ABRIC, Karine BARRIA, contrôleuses, et M. Marc JOLIT et Oumar SOW, agents, reçoivent les mêmes pouvoirs dans la limite de leurs attributions et des leurs habilitations informatiques.

**• Fonds structurels européens :**

Une délégation spéciale est accordée au titre de la gestion des fonds européens à M. Fabien OUDOT, inspecteur, qui reçoit pouvoir de signer tous actes et documents du ressort des activités du service ainsi que de saisir, contrôler et valider les dépenses sur fonds européens et toute tâche afférente dans les outils Présage, Synergie, MDFSE, SIFA et SFC. Mme Karine DELPLACE, inspectrice, Mme Noëlle HUC, contrôlease, M Cherif OUSSADI agent, reçoivent les mêmes pouvoirs.

**•Produits divers de l'Etat :**

M. Hervé BOY, administrateur de finances publiques adjoint responsable de la division, et Mme Bernadette CLAPPIER, inspectrice divisionnaire adjointe au responsable de division, reçoivent pouvoir de signer les remises de majoration et de frais et les remises gracieuses inférieures à 20.000 €.

Mme Bernadette JAGA, inspectrice responsable du service « recettes non fiscales » et Mme Christelle THOUVENOT, inspectrice chargée de mission contentieux « recettes non fiscales », reçoivent pouvoir de signer les délais de paiement pour des dettes inférieures à 20 000 €, les déclarations de créances en matière de procédures collectives y compris les demandes de relevés de forclusion, les actes et états de poursuites et les mains-levées y afférents.

Mme Bernadette JAGA et Mme Christelle THOUVENOT ont également compétence pour signer les actes de gestion courante de comptabilité, les états de présentation en non valeur, les déclarations de recettes, les remises de majoration et de frais et des remises gracieuses inférieures à 2.000 €.

En leur absence, M. Jean-Yves RICCI, et Brigitte ELWERT, contrôleurs principaux, et M. Sébastien BLIN, contrôleur, reçoivent pouvoir de signer les déclarations de recettes dans les mêmes conditions que précisées pour Mme Bernadette JAGA.

M. Jean-Yves RICCI, M. Sébastien BLIN et Mme Brigitte ELWERT reçoivent pouvoir de signer les délais de paiement pour des dettes inférieures à 2.000 €.

M. Jean -Yves RICCI, et Mme Brigitte ELWERT ont également compétence pour signer des remises de majoration et de frais ainsi que des remises gracieuses inférieures à 200 €.

En l'absence de Mme Bernadette JAGA, inspectrice, responsable du service « recettes non fiscales », M. Jean-Yves RICCI, et Mme Brigitte ELWERT, contrôleurs principaux et M. Sébastien BLIN, contrôleur, reçoivent délégation pour les main-levées pour les saisies à tiers détenteurs.

*A Montpellier, le 10 avril 2019*

*Le Directeur départemental des finances publiques*



**Samuel BARREAU**